

Après les mesures d'assainissement des finances publiques prises par le gouvernement/Point presse du ministre du Commerce

"La contribution du secteur privé est attendue"



Le ministre du Commerce David Mbadinga lors du point presse animé récemment à Libreville.



Une vue des journalistes et autres invités.

Willy NDONG
Libreville/Gabon

SUITE aux mesures prises par le gouvernement, le 21 juin dernier, visant, entre autres, à réduire le train de vie de l'Etat, le ministre du Commerce, David Mbadinga a récemment animé, à la Chambre de commerce de Libre-

ville, un point de presse sur le thème " Assainissement des finances publiques et réduction du train de vie de l'Etat". D'entrée, le membre du gouvernement a planté le décor. "Concernant l'assainissement des finances publiques, les mesures prises ont pour but d'optimiser la dépense et partant d'améliorer son efficacité. Il est primordial d'engager des dépenses fondées et justi-

fiables. C'est pourquoi, le gouvernement s'est engagé à réduire les effectifs des cabinets du président de la République, des ministres (...) La systématisation des départs à la retraite des fonctionnaires atteints par la limite d'âge légal à la retraite...", a-t-il rappelé. Pour le membre du gouvernement, "face à la situation que traverse notre pays, la contribution du secteur privé est attendue

pour soutenir les efforts de gouvernements en matière de création d'emploi des jeunes". Selon David Mbadinga, les entreprises pourraient, sur la période de gel des effectifs de la Fonction publique appuyer l'Etat en favorisant l'embauche des jeunes diplômés, en faisant montre de politiques imaginatives dans ce sens. Comme propositions, le membre du gouvernement préconise,

entre autres, la gabonisation de certains postes dans le secteur privé lorsque les compétences et l'expérience sont avérées. Au niveau du secteur public, David Mbadinga pense qu'«après la détermination du nombre de fonctionnaires admis à faire valoir leurs droits à la retraite, du nombre de fonctionnaires fantômes, des niches peuvent être

trouvées pour un remplacement basé sur le besoin de compétences.» Comme autres pistes de solution à l'emploi des jeunes, le ministre du Commerce, à juste titre, pense que « l'Etat peut conditionner l'octroi de certains marchés à l'embauche des jeunes diplômés. Ce sont là autant de propositions qui méritent d'être enrichies.»



**RENTREE
SCOLAIRE**

**Avec BICIG
la relève est assurée!**

Assurer la rentrée scolaire de vos enfants n'est plus un problème. **Du 20 août au 31 octobre 2018**, obtenez facilement **un crédit de 300.000 à 5.000.000 FCFA**, remboursable en **10 mensualités** au maximum.

Taux de Base Bancaire + 4% soit 15% HT
Frais de dossier :
1- Crédit sans garantie :
- XAF 42.000 HT si montant accordé inférieur ou égal à XAF 1.000.000
- XAF 67.000 HT si montant supérieur à XAF 1.000.000
2- Crédit avec garantie :
- XAF 27.000 HT si montant accordé inférieur ou égal à XAF 1.000.000
- XAF 52.000 HT si montant supérieur à XAF 1.000.000



Avançons ensemble